

## OTC

Une présence militaire russe accrue en Arménie, annonce le ministère arménien de la défense

La Russie aide l'Arménie à moderniser ses forces armées et renforcera sa présence militaire dans ce pays allié du Sud Caucase, a annoncé le ministre de la défense d'Arménie, Vagharchak Harioutiounian, dans un entretien accordé le lundi 22 février à l'agence de presse russe Ria Novosti. L'information n'a rien d'un scoop : la Russie, à laquelle l'Arménie est liée depuis 1997 par un accord de défense renforcé en 2010, par un nouvel accord pérennisant les bases militaires qu'elle entretient chez son principal allié au Sud du Caucase, a renforcé son influence, singulièrement dans le domaine militaire, depuis la dernière guerre du Haut Karabagh, à laquelle elle a mis un terme par un cessez-le-feu imposé le 9 novembre 2020 à l'Azerbaïdjan et l'Arménie, au prix d'importantes concessions territoriales de cette dernière. "La question de l'extension et du renforcement de la base militaire russe sur le territoire de la République d'Arménie a toujours été inscrite à l'agenda de la partie arménienne, qui a toujours exprimé son intérêt en ce sens", a toutefois jugé utile de préciser V Harutiunian cité par l'agence officielle russe. "Bien sûr, les responsables du ministère de la défense de Russie prennent en considération les réalités militaro-politiques dans la région et les mettent en œuvre les mesures qui s'imposent en vue de renforcer et de réarmer la base, et je suis certain qu'il s'agit d'un processus sur le long terme", a ajouté le ministre arménien de la défense sans fournir davantage de précisions. V.Harutiunian a souligné qu'il n'y avait pas "nécessité" à ouvrir une deuxième base russe en Arménie. "Il serait sans doute plus correct d'évoquer la possibilité d'un redéploiement d'un contingent de la base russe [existante], en raison de sa situation, vers l'Est de l'Arménie", a précisé le ministre arménien dans une allusion à peine voilée à la nouvelle menace que constitue l'armée azérie aux frontières immédiates de l'Arménie, depuis la défaite arménienne dans la guerre du Karabagh.

L'armée russe, qui avait jusque là pour mission de défendre les seules frontières « extérieures » de l'Arménie, soit avec la Turquie et l'Iran, est désormais sollicitée pour garantir la sécurité de ses frontières « intérieures » héritées de l'ex-URSS, séparant l'Arménie de l'ancienne « république sœur soviétique » d'Azerbaïdjan, qui paradoxalement, retrouvent un statut international, la guerre ayant restitué à l'Azerbaïdjan les territoires autour du Haut Karabagh contrôlés par les Arméniens depuis 1994 sans aucune reconnaissance internationale et rétabli le tracé de frontières datant de l'époque soviétique, dont la délimitation reste d'ailleurs source de conflit entre Bakou et Erevan. Le ministre arménien a ajouté que Moscou et Erevan oeuvraient déjà au projet de développement de la base russe. V. Harutiunian a à ce propos cité nommément le cas de la province méridionale de Siounik, qui partage à nouveau une frontière avec l'Azerbaïdjan depuis que celui a pris le contrôle des territoires jusque là arméniens la séparant du Karabagh proprement dit. Depuis le 10 novembre 2020, en vertu de l'accord de cessez-le-feu signé par le premier ministre arménien Nikol Pachinian et le président azéri Ilham Aliev sous l'égide du président russe Vladimir Poutine, la Russie a déployé une force de paix de quelque 2 000 soldats sur ce qu'il reste du Haut Karabagh arménien en même temps qu'elle affectait des soldats et gardes frontières à la défense des frontières du Siounik, pour parer à une éventuelle attaque des forces azéries. Erevan a annoncé des plans en vue de renforcer les liens militaires déjà étroits entre la Russie et l'Arménie peu après la signature de cet accord de cessez-le-feu. Nikol Pachinian a ainsi déclaré dans son discours de la Nouvelle année que son pays exigeait désormais de « nouvelles garanties de sécurité ».

N. Pachinian avait réaffirmé de tels projets lors d'une rencontre le 11 janvier à Moscou avec le président Vladimir Poutine. Peu après, en janvier, une délégation conduite par le Colonel-Général russe Sergei Istrakov, le chef d'état-major adjoint des forces armées de Russie, avait effectué une visite à Erevan où elle avait mené des négociations pendant presque une semaine avec les hauts responsables de l'armée arménienne. V. Harutiunian a par ailleurs indiqué à RIANovosti que les pourparlers avaient vocation à « nous aider dans la réforme et la modernisation des forces armées d'Arménie ». Les deux parties s'étaient entendues sur des « recommandations » concrètes sur les moyens de moderniser l'armée arménienne dans les circonstances actuelles, a-t-il ajouté, dans une allusion aux failles graves qu'avait révélé, sur le plan stratégique mais aussi tactique, la dernière guerre du haut Karabagh, à laquelle l'armée arménienne n'était manifestement pas préparée, face à une armée azérie qui s'était ouverte aux nouvelles technologies,

notamment les drones, qui firent des ravages dans les rangs arméniens. “L’accent a été mis tout particulièrement sur la dimension militaro-technique de la question”, a souligné le ministre arménien, dans une allusion à l’acquisition prévue de nouvelles armes mieux adaptées aux besoins sécuritaires et stratégiques du pays. Les responsables militaires russes sont ainsi déjà impliqués dans les réformes arméniennes dans le domaine de la défense «de la manière la plus directe”, a-t-il précisé. L’Arménie reçoit depuis des années des armes russes à prix cassés et même gratuitement en vertu des accords de défense bilatéraux la liant à la Russie et en qualité de membre de l’Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), une alliance militaire dirigée par la Russie composée de six ex-Républiques soviétiques. L’Azerbaïdjan n’en est pas membre mais a de son côté acheté depuis des années pour des milliards de dollars d’armes aussi sophistiquées, si ce n’est plus, à la Russie, ainsi qu’à Israël et à la Turquie... des armes qui ont montré leur efficacité et leur efficacité sur le terrain au Karabagh et ont montré le caractère souvent obsolète, et inadapté, d’un arsenal arménien qui nécessitait une remise à jour depuis longtemps déjà.

---

## 2. Les Nouvelles d’Arménie

23 février 2021

Aliev, Erdogan et Bahçeli assisteront à la cérémonie d’inauguration de l’école (...) – Nouvelles d’Arménie en Ligne (armenews.com)

Aliev, Erdogan et Bahçeli assisteront à la cérémonie d’inauguration de l’école à Chouchi en Artsakh occupée

Le président azéri Ilham Aliev, son homologue turc Recep Tayyip Erdogan et le chef des Loups gris et du Parti du mouvement nationaliste (MHP) Devlet Bahçeli participeront à la construction d’une école à Chouchi. Une ville reprise aux Arméniens par les forces turco-azéries et djihadistes et qui va se doter d’une école où sera enseigné le pantouranisme et y développera un foyer de l’ultra-nationalisme des Loups gris turcs. Information du conseiller du président du MHP, Ziya Kunayt.

Il y a quelques semaines, Devlet Bahçeli annoncé son intention d’ouvrir une école à Chouchi avec des « Loups gris » et des fonds, qui avaient été recueillis par les présidents de l’Azerbaïdjan et de la Turquie.

A une dizaine de kilomètres de Stepanakert la capitale de l’Artsakh ce foyer de formation de l’ultra-nationalisme pantouranien sera placée comme une menace permanente sur le sort des Arméniens de l’Artsakh. Et il est étonnant que la Russie laisse ainsi s’installer un nouveau foyer de tension sur un territoire qu’elle

affirme pacifier...

Krikor Amirzayan

---

3.Nouvel Hay Magazine

23 février 2021

L'académicien turc , docteur en économie de Paris 1, Panthéon-Sorbonne, qui parle vrai

Extraits de la lettre de l'académicien turc Cengiz Aktar(\*) à Josep Borell, représentant de l'UE (Union Européenne) pour les Affaires Etrangères et de la Sécurité politique (21 janvier 2021).

« Cher M. Borell

Vous venez de recevoir , à bras ouverts, votre cher ami, le ministre turc des Affaires Etrangères M.Mevlut Cavusoglu (prononcer Tchavoushorlou, ndlr) à Bruxelles...

Votre nouveau mot d'ordre de « désescalade » est dépourvu de sens pour résoudre les tensions dans l'Est de la Méditerranée et de la mer Egée car l'escalade est le seul fait d'Ankara...

La Turquie est une force d'occupation en Syrie et elle y maintient la guerre civile ... et elle est partie prenante dans le conflit du Haut Karabagh,

Vous avez évoqué les négociations sur l'île de Chypre alors qu'Ankara est déterminé pour la solution de deux Etats...

Vous faites référence aux négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE et c'est compréhensible car vous adhérez aux points de vue d'Ankara...

Vous dissimulez avec arrogance que:

-Aucun citoyen turc ne croit plus à l'adhésion de son pays à l'EU.

Vous êtes terrifié

-Par la perspective de perdre la Turquie, partenaire de l'Otan au profit de la Russie et de mettre en péril vos intérêts économiques en Turquie et de risquer l'accord sur les réfugiés.

-De provoquer des actions agressives de la diaspora turque...

Personne ne se fait d'illusion sur le prochain « agenda positif » sur la Turquie avec un nouvel axe 'pro Ankara' orienté par l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne...

Plus vous apaisez Erdogan plus il utilise et abuse de vos craintes et plus vous prolongez l'existence de son régime...

Vous utilisez le terme de « société turque dynamique » mais sachez que la moitié de cette société est formée de fervents partisans du dictateur turc et qui tremble devant lui par peur secrète ou à cause du froid, de la maladie et de la famine. »

(\*)Cengiz Aktar est un académicien diplômé du lycée français Galatasaray d'Istanbul et il est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université Paris 1, Pantheon-Sorbonne. Il était un ami intime du journaliste Hrant Dink (tué devant son journal, ndlr) et collaborait à son hebdomadaire Agos.

Zaven Gudsuz

---

#### 4.Arte

22 février 2021

Haut-Karabakh : le Caucase, une zone assiégée

À l'automne 2020, l'Azerbaïdjan a défait les troupes arméniennes dans le Haut-Karabakh après six semaines de guerre. Des milliers de soldats ont péri et on ignore le nombre exact des victimes civiles. En mission pour « ARTE Regards », le réalisateur arménien Aram Shahbazyan a filmé les lignes du front, interviewé des habitants et s'est retrouvé sous les bombardements.

Veillez regarder le documentaire ici :

ARTE Regards - Haut-Karabakh : le Caucase, une zone assiégée - Regarder le documentaire complet | ARTE

---

#### 5.Le Monde

23 février 2021

Pourtant acquitté, le mathématicien Tuna Altinel reste bloqué en Turquie (lemonde.fr)

Pourtant acquitté, le mathématicien Tuna Altinel reste bloqué en Turquie

L'universitaire, privé de son passeport, ne peut revenir enseigner à l'université Lyon-I. Les poursuites engagées contre lui pour appartenance à une organisation terroriste ont pourtant été abandonnées en septembre 2020.

Villeurbanne n'oublie pas Tuna Altinel, ressortissant turc et maître de conférences à l'université Claude-Bernard-Lyon-I, dont le passeport a été confisqué sans raison par Ankara et qui, bloqué en Turquie depuis 2019, se retrouve privé de circuler et de travailler.

Lundi 22 février, le conseil municipal de Villeurbanne (Rhône) l'a fait citoyen d'honneur, en signe de soutien mais aussi pour interpeller le gouvernement français. « Comment les hautes autorités françaises et européennes peuvent-elles tolérer une chose pareille ? », s'est insurgé Cédric van Styvendael, le maire de la ville, lors de la visioconférence organisée avant le vote du conseil.

Le sort du mathématicien, empêché de quitter la Turquie alors que ses élèves l'attendent à Lyon-I, l'université où il enseigne depuis vingt-cinq ans, émeut.

Mobilisée, la communauté universitaire suit l'affaire de près. « Tous les citoyens de Villeurbanne sont aux côtés de Tuna Altinel », proclame ainsi l'édile, tout en reconnaissant que cette citoyenneté d'honneur risque de ne pas changer grand-chose à la situation de l'enseignant devenu otage des autorités turques.

Des démarches qui ne donnent rien

Présent à Villeurbanne pour l'occasion, le député de l'Essonne Cédric Villani déplore « le purgatoire absurde » que l'on impose à son ancien collègue de l'université de Lyon-I, alors qu'il devrait être en train d'enseigner et de poursuivre ses recherches. « Quelle ironie tragique ! Un mathématicien comme Tuna, occupé à travailler sur la logique, se retrouve face à l'absurde le plus complet. »

« Il n'y a aucune restriction me concernant, le tribunal l'a spécifié. Mais je ne peux toujours pas récupérer mon passeport » Tuna Altinel, universitaire français bloqué en Turquie

La descente de Tuna Altinel vers l'absurde a commencé le 12 avril 2019. Dès son arrivée à l'aéroport Sabiha-Gökçen d'Istanbul, son passeport est confisqué par la police. Quelques jours plus tard, alors qu'il cherche à le récupérer, il se retrouve placé en détention préventive. Il passe quatre-vingt-un jours à la prison de Balikesir. Accusé d'appartenance à une organisation terroriste, puis d'apologie du terrorisme, il est finalement acquitté par un tribunal de la ville, le 24 janvier 2020. Le ministère public fait appel, mais l'acquittement est confirmé huit mois plus tard, en septembre 2020.

Récupérer son passeport aurait dû être une simple formalité. Mais les démarches ne donnent rien, pas plus que le recours déposé par son avocate devant un tribunal administratif. « J'ai bien été acquitté et il n'y a aucune restriction me concernant, le tribunal l'a spécifié. Mais je ne peux toujours pas récupérer mon passeport », raconte le mathématicien, qui garde le moral mais n'ose plus y croire.

La suite est réservée aux abonnés.

---

6. Les Nouvelles d'Arménie

21 février 2021

Numéro spécial : le spectre ottoman - Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Numéro spécial : le spectre ottoman

Mars 2021

« Il n’y a pas d’islam modéré ou immodéré. L’islam est l’islam et c’est tout. »

Recep Tayyip Erdogan

## EDITORIAL

Le spectre ottoman - Valérie Toranian Accès Libre

## DOSSIER : LE SPECTRE OTTOMAN

Jean-François Colosimo : Jusqu’où ira la Turquie ? - Valérie Toranian

L’islam turc en France : les convergences du nationalisme islamiste - Dieter Arslan

Journal arménien - Jean-Christophe Buisson

Le Caucase ou le dérèglement du monde - Christian Makarian

Tensions maritimes en Méditerranée orientale - Christophe Prazuck

Le bras de fer France-Turquie - Renaud Girard

Le califat néo-ottoman et l’Europe - Tony Corn

Le nouveau sultan et les kurdes - Olivier Weber

L’Allemagne à l’épreuve d’Erdogan - Eryck de Rubercy

## LITTÉRATURE

L’adolescence démasquée - Gaëlle Nohant

Plasticité de la cohérence globale - Marin de Viry

Le drame de l’humanisme athée : l’introuvable réassurance théologique - Sébastien Lapaque

## ÉTUDES, REPORTAGES, RÉFLEXIONS

La musique est-elle raciste ? - Bruno Chaouat

Le destin solitaire d’Emmanuel Macron - Jean-Michel Djian

Sur le vif - Fatiha Boudjahlat

La leçon d’O.J.- Bertrand Dal Vecchio

L’état entrepreneur, de l’ombre à la lumière - Annick Steta

## CRITIQUES

Livres, Films, Musique, Expositions - Patrick Kéchichian, Michel Delon, Robert Kopp, Stéphane Guégan, Richard Millet, Olivier Bellamy, Bertrand Raison

Revue en revue

Notes de lecture

---

7. Le Journal de Montréal

21 février 2021

Moteur Rotax et drones armés: les enquêtes n’avancent pas | JDM  
([journaldemontreal.com](http://journaldemontreal.com))

Moteur Rotax et drones armés: les enquêtes n’avancent pas

Le 16 octobre dernier, le Canada a lancé une enquête sur l'utilisation par l'Azerbaïdjan, dans sa guerre avec l'Arménie, de drones armés turcs Bayraktar TB2 avec des moteurs Rotax 914. La variante pour avions légers du moteur de motoneige est fabriquée en Autriche par Bombardier Produits récréatifs (BPR). Ottawa a suspendu les licences d'exportation de ces moteurs vers la Turquie «le temps de mieux évaluer la situation».

De son côté, le vice-président de Bombardier Produits récréatifs, Martin Langelier, déclarait qu'une enquête approfondie avait été initiée par l'entreprise et que la livraison de moteurs d'avion à des pays qui en font une utilisation douteuse était suspendue. Il ajoutait que les moteurs d'avions Rotax 912/914 étaient exclusivement destinés à des usages civils et certifiés à cet effet.

Drone turc abattu en Libye avec moteur Rotax 912 IS, en mars 2020 .

Plusieurs pays utilisent des drones armés avec des moteurs Rotax dans des situations conflictuelles. Parmi eux, les États-Unis, Israël, le Pakistan, l'Iran, la Chine, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Égypte, le Nigéria et la Turquie. D'autres espèrent bientôt se joindre au club. L'Ukraine a récemment annoncé qu'elle se lançait dans la fabrication d'un drone armé, le Sokil-300, proposé avec trois options de motorisation, dont le Rotax 914.

Nous avons demandé à Ottawa et à Bombardier Produits récréatifs de réagir à ces informations et de faire le point sur leurs enquêtes.

Sur l'utilisation de moteurs BRP Rotax sur des drones de combat, l'entreprise déclare qu'elle est au fait de ces informations. Elle ajoute que ces situations sont complexes à évaluer, «étant donné qu'[ils] n'[ont] pas accès aux moteurs retrouvés dans ces drones ni à leurs numéros de série. Cela rend leur identification et provenance très difficile à établir et [les] empêche également de déterminer si ces moteurs sont réellement des moteurs Rotax ou plutôt des copies.»

BPR rappelle qu'elle n'a autorisé aucun tiers à copier ou à reproduire ses moteurs Rotax. Elle affirme prendre «toutes les mesures nécessaires afin de mettre un terme à de telles situations», mais s'est abstenue de donner plus de détails à ce sujet.

Ottawa, comme BPR, s'est contentée d'une réponse évasive qui n'ajoute rien à sa déclaration de l'automne dernier: «Le Canada prendra les mesures appropriées si des preuves crédibles sont trouvées concernant l'utilisation abusive de toute

marchandise ou technologie canadienne contrôlée.»

Le Canada et BPR ne se seraient donc jamais rendu compte, avant l'automne dernier, que des Rotax 912 et 914 étaient utilisés dans les drones de combat de plusieurs pays depuis une dizaine d'années. Les Rotax 912/914 sont parmi les moteurs les plus populaires pour propulser des drones. Leur faible coût d'exploitation et un rapport puissance/poids exceptionnel en ont fait le choix de plus de 200 fabricants d'avions légers et de drones.

Les États-Unis, le premier pays à utiliser des drones de combat, ont créé un précédent d'impunité en tuant régulièrement des djihadistes, des suspects de terrorisme et des civils innocents qui ont le malheur de se trouver à proximité (les fameux «dommages collatéraux»). Les quelque 14 000 frappes de drones américaines ont fait entre 900 et 2000 morts civiles, dont environ 280 à 450 enfants. L'ONU a nommé un rapporteur spécial pour enquêter sur ces assassinats extralégaux, contraires au droit international. Le RQ-1 Predator, avec moteur Rotax, était le principal drone utilisé par l'USAF et la CIA pendant une vingtaine d'années (1995-2018).

Outre les États-Unis, la Turquie, la Chine et l'Iran produisent et exportent des drones armés propulsés par des moteurs Rotax (ou des copies conformes). Les drones armés israéliens Eagle et Heron sont aussi dotés de Rotax. Le Heron a été vendu à l'Australie et à l'Inde.

Pourquoi avoir agi uniquement dans le cas de la Turquie? D'abord à cause des pressions de l'importante communauté arménienne au Canada. Ensuite parce qu'appliquer la même interdiction aux exportations de la Turquie vers d'autres autres pays est irréalisable. Un contrôle efficace d'un moteur aussi couramment exporté et utilisé pour les petits aéronefs civils et les drones de combat est impossible. Mais c'était une belle occasion, pour le gouvernement libéral, de faire montre de fermeté. Sans plus. Trudeau ne peut, et ne veut, rien faire d'autre.

D'ailleurs, les Rotax ne sont pas soumis à la législation autrichienne sur l'exportation de produits liés à la défense et ne nécessitent donc pas de licence autrichienne d'exportation. Ces moteurs ne sont pas non plus sur la liste de contrôle de l'Union européenne (UE) des technologies à double usage à exportation contrôlée.

---

## 8. Les Nouvelles d'Arménie

21 février 2021

Le chemin d'une fierté nouvelle, par Michel Marian - Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Le chemin d'une fierté nouvelle, par Michel Marian

La défaite arménienne rend nécessaire des révisions déchirantes, bien différentes des démonstrations stéréotypées de l'opposition. L'heure n'est pas à imiter les Azéris battus dans les années 90, quand ils avaient chassé deux présidents pour finir par le retour d'Aliev père et un despotisme dynastique. Les Arméniens ont plus de maturité politique. Ils savent que transformer leur Premier ministre en bouc émissaire est la mauvaise réponse à la bonne question du changement.

Ce qui doit changer, c'est la doctrine stratégique qui a prévalu dans la classe politique arménienne depuis vingt ans. Elle reposait sur 3 postulats. D'abord, l'intelligence supérieure du peuple, prouvée par la victoire de 94 (et confirmée en juillet 2020 par l'abattage de drones envoyés peut-être pour mystifier les Arméniens). Ensuite, la possession du statut de victime, issue du génocide, qui devait lui assurer le soutien total de l'opinion mondiale. Enfin, la solidité de l'alliance russe. Ces trois atouts ont été battus en brèche. D'une part, l'Azerbaïdjan n'a pas gagné la guerre seulement avec de l'argent, mais aussi (en plus l'aide de conseillers turcs) avec de l'intelligence. D'autre part, même si sur la conduite de la guerre, la présence des djihadistes, l'usage d'armes interdites et les crimes contre des civils et des soldats désarmés ont nui durablement à l'image de Bakou, en sens inverse le resurgissement des réfugiés azéris de 94 a compliqué l'approche de la solution juridique. Enfin, la Russie a pris une position d'arbitre, différente de celle de 1993, plus conforme à sa nouvelle stratégie globale par rapport à la Turquie. Autant de preuves de la fragilité d'une « exception arménienne » calquée sur un modèle israélien.

Une autre approche stratégique a existé, minoritaire et critique de la précédente : celle de Levon Ter Petrossian. Pour lui, la clé d'un avenir viable pour l'Arménie dépend d'une relation normalisée avec tous ses voisins. qui fasse du Caucase une zone économique attractive. Les théories de l'exception ont aveuglé les Arméniens sur l'inéluctable réalité : le temps travaille pour un voisin trois fois plus peuplé, étendu et riche. Si celui-ci affirme sa volonté de reconquête et la nourrit d'une mobilisation de ses réfugiés, il est nécessaire de négocier. Et le plus tôt est le mieux pour un pays qui a gagné un avantage momentané. LTP n'a pas été écouté, on a préféré miser sur l'inertie, justifiée dans la dernière décennie par l'intransigeance d'Aliev, en espérant que le statu quo finirait par être légalisé.

Le résultat est là : ce ne sont pas seulement les 7 districts azéris sur lesquels on ne voulait faire aucune concession publique, mais aussi le quart du Karabagh qui sont reconquis par l'Azerbaïdjan, sans qu'un statut ait été reconnu pour celui-ci. La disqualification des opposants à Pachinian vient de cette faute stratégique et de leur porte-à-faux vis-à-vis de la Russie. Car cette fois, à la différence des accords de Kazan en 2011, les Russes veulent vraiment aboutir à une paix, qui confirme leur rang, supérieur à celui des faiseurs de guerre turcs.

La vérification de la doctrine de Ter Petrossian a un goût amer, car elle vient trop tard : si la normalisation est nécessaire, elle est inapplicable aujourd'hui. Cette impossibilité a un nom : Erdogan. L'homme qui a célébré sa victoire par un hommage à Enver Pacha et qui cherche toute opportunité de s'affirmer comme puissance montante révisionniste, ne peut être le partenaire d'une politique à long terme. Une approche de normalisation avec Ankara ne peut commencer avant 2023, date des prochaines élections turques.

Nikol Pachinian a sa part de responsabilité dans cette guerre. Quand fin 2018 il a obtenu une majorité écrasante, il a refusé d'annoncer des concessions qui, à sa décharge, auraient été à cette date offertes à un Erdogan agressif et un Aliev intransigeant. Il demeure pourtant l'homme de la situation. Pas simplement par respect pour les institutions démocratiques, ou parce que son programme de lutte contre la corruption doit continuer. Mais parce que ses valeurs et son caractère sont un atout précieux dans cette épreuve. Ses valeurs ? Son ambition pour la nation ne réside pas dans le maximalisme territorial. Son caractère ? Il le porte à la fois à la combativité et à l'examen de conscience. L'Arménie n'a pas besoin d'un chef dont le ton martial dénierait la triste réalité, mais du dirigeant qui exprime la douleur et sache y trouver le chemin d'une fierté nouvelle.

La fermeté sur les principes internationaux (la restitution des prisonniers en préalable à tout nouvel accord) et le rappel de la question du statut ne doivent pas empêcher l'Arménie de profiter de la sécurisation et de la reconstruction voulues par la Russie. Elle ne doit pas craindre le panturquisme au point de renoncer au désenclavement. Et c'est aussi Nikol Pachinian, et non les défenseurs des « traditions arméniennes », qui peut s'appuyer sur la sympathie des Occidentaux, notamment des Français, pour les inciter à s'engager dans des projets économiques avec les Russes : cette coopération n'a pas été possible en Syrie, mais la plus grande proximité entre la Russie et les pays occidentaux sur la question du Karabagh pourrait en faire un nouveau modèle.

Michel Marian

Philosophe

---

## 10. Les Nouvelles d'Arménie

23 février 2021

Privés de visa, des enseignants français protestent - Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Privés de visa, des enseignants français protestent

Istanbul, 23 fév 2021 (AFP) - Des enseignants de la prestigieuse Université Galatasaray, à Istanbul, ont appelé mardi les autorités turques à leur délivrer le permis de travail dont ils sont privés depuis plusieurs mois sur fond de tensions entre Ankara et Paris.

« Nous demandons l'obtention des permis de séjour régularisant la situation des enseignants français et leur permettant d'assurer leurs missions auprès des étudiants », ont déclaré des professeurs français et turcs lors d'une déclaration lue conjointement devant l'université.

Une cinquantaine de professeurs français et turcs, rejoints par des étudiants solidaires, ont participé au rassemblement. « Tous ensemble », pouvait-on lire sur une pancarte qu'ils ont brandie.

Une quinzaine d'enseignants français sont privés de permis de travail, valant titre de séjour, depuis que le Conseil de l'enseignement supérieur (YÖK) a subitement conditionné leur attribution à la maîtrise d'un niveau avancé de turc.

Ce nouveau critère, que les enseignants ont découvert en décembre, semble être une réponse à une mesure similaire imposée par Paris aux enseignants et imams de plusieurs pays, dont la Turquie.

Le niveau de turc exigé par Ankara « n'est pas nécessaire dans la mesure où nos enseignements doivent être donnés en français », ont relevé mardi les enseignants de Galatasaray.

Privés de permis de séjour, ces enseignants se trouvent dans une situation irrégulière et peuvent en théorie être expulsés à tout moment.

Certains d'entre eux ont indiqué à l'AFP qu'ils évitaient autant que possible de sortir dans la rue, de peur d'un contrôle d'identité.

Ils ne peuvent pas non plus quitter la Turquie, sous peine de payer une forte amende et d'être interdits de territoire.

Cette affaire intervient dans un contexte de fortes tensions diplomatiques entre la Turquie et la France, qui s'opposent sur plusieurs dossiers comme la Libye, la Syrie ou la Méditerranée orientale.

Les dirigeants des deux pays ont eu de vifs échanges ces derniers mois, le président turc Recep Tayyip Erdogan allant jusqu'à s'interroger sur la « santé

mentale » de son homologue français Emmanuel Macron.

« Aucune institution académique et culturelle ne devrait être fragilisée par des tensions politiques », ont déclaré les enseignants de Galatasaray, soulignant que l'université avait été conçue comme un « symbole de l'amitié franco-turque ».

L'Université Galatasaray a été fondée en 1992 par un accord bilatéral entre les présidents François Mitterrand et Turgut Özal.

L'établissement, considéré comme une pépinière de l'élite intellectuelle, économique et politique de la Turquie, accueille environ 5.000 étudiants.

---

## 11. Les Nouvelles d'Arménie

23 février 2021

Vasken Manoukian sous le coup d'une enquête policière - Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Vasken Manoukian sous le coup d'une enquête policière

C'est dans la morosité que l'Arménie a marqué ce week end le 33e anniversaire du Mouvement Karabagh, qui avait donné le coup d'envoi en février 1988, à Erevan, capitale d'une Arménie alors encore soviétique, d'un processus révolutionnaire qui, à partir de la revendication de réunification de l'Arménie et du Haut Karabagh, allait trois ans plus tard, aboutir à la proclamation d'indépendance des deux entités arméniennes ! La défaite arménienne dans la guerre du Haut Karabagh face à l'Azerbaïdjan aujourd'hui en position de force a brisé les espoirs portés par ce mouvement, dont se revendique une opposition coalisée réclamant la démission de l'actuel premier ministre arménien Nikol Pachinian, jugé responsable de cette humiliante défaite. Un anniversaire d'autant plus triste pour l'un des

leaders de cette opposition coalisée, Vasken Manoukian, figure de proue du Comité Karabagh qui avait aux côtés de Levon ter Petrossian, mobilisé les foules qui défiaient l'autorité lors du Mouvement Karabagh 33 ans auparavant et qui fait l'objet d'une enquête policière le jour même où la coalition d'opposition relançait sa campagne de manifestations le 20 février, sous l'accusation d'avoir appelé les milliers de manifestants présents à être prêts à se soulever pour renverser Pachinian. Vazgen Manukian avait fait une déclaration en ce sens dans un discours prononcé lors de la manifestation à laquelle avait appelé le Mouvement de salut national, la coalition d'une quinzaine de partis d'opposition réclamant la démission de Pachinian et la tenue de législatives anticipées, qui seraient organisées par un gouvernement pas intérim dont l'ancien membre du Comité Karabagh et opposant de toujours avait été désigné premier ministre par les

opposants. “A tout moment – cela peut être aujourd’hui, dans une semaine ou dans dix jours – nous devons nous tenir prêts pour nous révolter et prendre le pouvoir le plus vite possible”, avait déclaré notamment V.Manukian, qui retrouvait les accents de tribun de leader du Comité Karabagh, quand il haranguait les foules depuis le même parvis de l’Opéra d’Erevan, rebaptisé place de la Liberté depuis le Mouvement Karabagh dont il fut le centre nerveux. Il avait désigné comme un “Plan B” de la campagne de l’opposition en vue de la démission de Pachinian s’appuyant en priorité sur des manifestations pacifiques. “Nous suivrons le Plan A mais devons toujours être prêts pour le Plan B”, a précisé l’opposant âgé de 75 ans. Une porte-parole du procureur-Général Artur Davtian a indiqué que la police arménienne avait lancé une enquête criminelle sur des appels publics à un renversement du gouvernement par la force. Cité par RFE/RL, il a précisé que le dossier criminel avait été envoyé au Comité d’enquête. Les forces de l’ordre n’ont pas précisé toutefois si Manoukian allait être convoqué pour un interrogatoire. V.Manukian avait déjà évoqué l’éventualité d’un “soulèvement” lorsqu’il avait rencontré les partisans de l’opposition à la fin janvier. Mais ses appels en ce sens n’avaient pas été officiellement cautionnés par le Mouvement du salut national. La coalition d’opposition avait rassemblé des milliers de partisans samedi sur la Place de la liberté d’Erevan, lors d’une manifestation censée donner un « nouveau départ » à la campagne visant à pousser Pachinian à la démission, selon les mots du coordinateur du Mouvement, Ishkhan Saghatelian, qui avait précisé que les forces d’opposition allaient manifester de manière « continue » dans les rues dans les jours à venir. Dans la soirée du lundi, une foule moins importante d’opposants avait défilé dans le centre de Erevan depuis le quartier d’Arabkir, au nord de la capitale. Les leaders de l’opposition avaient harangué les manifestants après avoir bloqué un carrefour dans le centre ville. Ils ont à cette occasion condamné les poursuites judiciaires engagées contre V. Manukian. “Nous voulons sauver la nation arménienne et cet Etat,”a déclaré V. Manukian, en ironisant sur la réaction des autorités à ses déclarations du week end, en annonçant que les “bâtiments du gouvernement tomberont dans nos mains comme des poires blêtes”...

---

## 12.Les Nouvelles d’Arménie

23 février 2021

Des convois militaires Azéris qui traversent Martakert en zone arménienne, le porte-parole du président de l’Artsakh explique

L’acheminement de convois militaires azéris sur la route entre Martakert

(Artsakh) et Vardenis (Arménie), sous le contrôle de l'Artsakh, convois accompagnés de soldats russes chargés de la paix sont réguliers depuis le 9 novembre, date de la signature des accords du cessez-le-feu. Mais ces traversées des militaires azéris en zone arménienne inquiète la population arménienne de Martakert.

Lusine Avanesyan, porte-parole du président de la République de l'Artsakh a expliqué ce fait, notamment les véhicules azéris qui ont traversé il y a deux semaines près de 50 km de routes en territoire arménien.

Lusine Avanesyan : « Cette route part de Mataghis, passe ensuite par le tronçon Drmbon-Getavan et atteint Karvachar (Kelbadjar). En janvier, les habitants de Drmbon avaient fermé la route pour ces convois azéris, exigeant que la route relativement courte menant à Vardenis soit également en contrepartie mise à leur disposition. Après la confirmation du cessez-le-feu en novembre dernier, selon les dispositions du communiqué, des véhicules azéris circulent sur les routes Karmir Chouka-Choch-Chouchi et Chouchi-Berdzor accompagnés de soldats de la paix russes » a expliqué la porte-parole de la présidence de l'Artsakh, ajoutant que ces dernières semaines ce trafic de convois azéris s'est récemment intensifié en raison du transport de marchandises de construction.

Krikor Amirzayan